

# Propos de marché sur le traité transatlantique<sup>1</sup>

*Un traité est en cours de négociation très discrète entre les États-Unis et l'Union Européenne. Les grands médias n'en parlent qu'incidemment, par exemple à l'occasion de la récente rencontre entre François Hollande et Barack Obama à Washington.*

*Quelques journaux et des associations dénoncent le caractère pervers de ce traité qui vise rien moins que de livrer les citoyens des deux rives de l'Atlantique aux appétits des multinationales en taillant dans les lois et dispositions sociales et environnementales qui pourraient limiter leurs profits.*

La conversation qui suit est inspirée de propos réels tenus sur un petit marché du Lot.

- Vous êtes toujours contre tout ! C'est un traité de commerce quand même ! Comment pouvez-vous être contre la réduction des droits de douane, c'est bon pour les marchands, c'est bon pour les consommateurs ! Tout le monde y gagne !
- Parce que vous croyez vraiment qu'on va déplacer pendant trois ans des dizaines de négociateurs de part et d'autre de l'Atlantique, une semaine chaque mois, pour ramener de 100 % à peut-être 10 %, voire 0 % les taxes sur le Roquefort !
- De toute façon, je ne suis pas vraiment au courant, on ne voit rien dans les journaux, ni à la télé : ça ne peut pas être grave !
- Si justement c'est grave, et c'est bien pour ça que vous n'êtes pas au courant : ces traités « commerciaux » nouvelle manière, comme le traité nord-Américain, le NAFTA<sup>2</sup>, qui a 20 ans cette année, ces traités sont négociés le plus secrètement possible, ils ont bien des choses à cacher et s'il y a des réactions à sa publication, c'est après la signature et on n'y peut plus rien.

Au moins deux autres traités sont en cours de négociation actuellement, l'un transpacifique, l'équivalent du nôtre autour de cet océan, l'autre nous intéresse directement, entre le Canada et l'Union Européenne. Les journaux en ont parlé un jour à l'automne dernier, pour dire qu'il était signé, ce qui était faux. L'essentiel de l'analyse du Monde était que les producteurs canadiens de fromages étaient inquiets devant le déferlement annoncé sur leur pays de ... crottins de Chavignol !

- Vous voyez bien, il s'agit bien de commerce
- Ah ben, oui, du commerce, nous risquons d'être obligés, sous peine de sanctions, d'acheter du pétrole issu de la pire source, les sables bitumineux de l'Alberta, contre lesquels se dressent tous les Américains raisonnables. D'après James Hansen, ancien climatologue en chef de la NASA, l'exploitation complète de ces ressources serait une catastrophe planétaire : vous voyez le CO<sub>2</sub> résultant de « tout le pétrole utilisé de tous les temps » sur notre Terre ? et bien, ces sables en

---

<sup>1</sup> Au choix pour l'instant, PTCI = Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement, ou sa traduction immédiate TTIP = Transatlantic Trade and Investment Partnership ou, (par référence au NAFTA) TAFTA = Trans-Atlantic Free Trade Agreement.

<sup>2</sup> NAFTA : North American Free Trade Agreement, en vigueur depuis 20 ans entre le Canada, les États-Unis et le Mexique

contiennent deux fois plus. S'ils sont effectivement exploités, dit James Hansen, « it will be game over for the climate » (les jeux seront faits pour le climat).

Non, il faut être sérieux, je vais vous expliquer. Ce traité est négocié selon les normes de l'OMC<sup>3</sup>, qui vise deux types de barrières au commerce : selon le jargon de l'OMC, les barrières « tarifaires », en gros les droits de douane, ET les barrières « non tarifaires ». Et ce sont ces « barrières non-tarifaires » qui posent problème. Il s'agit là de toutes les législations, réglementations, normes, etc, sociales, sanitaires, phytosanitaires, environnementales ou techniques que nos sociétés continentales ont jugé bon, au cours du temps, d'imposer aux entreprises agricoles, industrielles ou commerciales et aussi aux collectivités locales ou nationales. Or, en particulier aux États-Unis, nombre de ces règles sont jugées des entraves inutiles, obsolètes, sans fondement scientifique, néfastes pour le business, voire sont dénoncées comme protectionnistes, des obstacles à une « concurrence libre et non faussée », selon la formule bien connue.

- Mais, que je sache, ils s'en portent très bien aux États-Unis !
- Ça dépend qui, les « investisseurs » oui, mais les travailleurs de base, beaucoup moins. Et demain, si ça passe, il faudra vous mettre aux poulets type KFC passés à l'eau de Javel, aux bœufs poussés aux hormones de croissance, aux porcs boostés au je ne sais quoi.
- Les Américains n'en meurent pas.
- Non mais ils sont de plus en plus obèses et leur espérance de vie ne croît plus vraiment, ils ont même annoncé l'année dernière qu'elle avait reculé, ce qui devait paraître vraisemblable. En fait c'était une erreur (de calcul !) que le Centre de contrôle des maladies (CDC) états-unien a mis des mois à rectifier : une prémonition ?
- De toute façon, nous, à la campagne, nous pourrions toujours nous débrouiller avec les productions locales, bio, etc
- Si les producteurs arrivent à survivre ! Avant le NAFTA<sup>2</sup>, le Mexique était exportateur net de produits agricoles, maintenant ce pays est importateur, les petits paysans, les *campesinos*, ont été ruinés par les importations massives de produits états-uniens, largement subventionnés et issus de l'agriculture extensive à grands coups d'engrais, d'OGM et de je ne sais quoi-cides. Il faudrait aussi que Monsanto accepte que vous réutilisiez vos semences par exemple. Vous vous rappelez les problèmes de Kokopelli. On connaît aussi l'histoire de ce petit producteur mexicains de maïs « normal » dont le champ avait été pollué par un champ transgénique voisin et qui a été attaqué par ce pollueur en chef de Monsanto pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle. De plus, le

---

<sup>3</sup> Organisation Mondiale du Commerce, créée en 1995 à la suite de l'échec des négociations commerciales au niveau mondial (l'Uruguay Round) par ces négociateurs. Nous étions très fiers que le Directeur général fut un Français, socialiste, Pascal Lamy, qui vient de céder sa place après 8 ans de bons et très loyaux services !

traité devrait s'appliquer à tous les niveaux, en France de l'État aux communes, en passant par les régions, les départements, etc, jusqu'à votre campagne.

- De toute manière, nous, nous pourrions toujours passer à travers, et ils ne peuvent pas penser à tout, et puis nous, nous pourrions inventer.
- Erreur ! vous imaginez bien que tout ça est pensé. Et là est un des aspects les plus diaboliques : l'organe de règlement des différends, des différends entre des firmes privées et des États. Un exemple de différend : une multinationale à la base suédoise, Vattenfall, possède deux centrales électriques au charbon sur les bords de l'Elbe. En 2009, l'État allemand décide d'imposer à ces centrales des normes environnementales plus sévères. Ce qui allait coûter cher et allait immobiliser les centrales un certain temps : Vattenfall menace d'attaquer l'État en demandant 1,4 milliards d'euros de dédommagement. Le gouvernement Merkel a rendu les armes !
- Oui, mais c'est la Justice, les juges statuent à partir de lois, ils devaient avoir de bonnes raisons !
- Pas du tout ! et c'est là que c'est scandaleux. Ces « tribunaux » sont des « tribunaux d'arbitrage » composés de trois personnes privées pris dans un panel OMC, des avocats d'affaires bien choisis, et bien payés, qui jugent en secret, et sans appel !
- Oui mais l'OMC est un organisme international, qui regroupe pratiquement toutes les nations, les riches, les pauvres, un peu comme l'ONU, avec en fait peut-être aussi peu de moyens
- Non, l'OMC n'est pas une institution spécialisée de l'ONU, et elle par contre, c'est peut-être l'entité la plus puissante sur cette Terre. Comme le Vatican, l'OMC n'a pas de divisions, mais ses pouvoirs séculiers sont puissants, puisqu'il s'agit d'argent, de dollars, de beaucoup de dollars. L'OIT<sup>4</sup> peut s'opposer au travail des enfants dans un pays, l'OMS<sup>4</sup> peut dénoncer de mauvaises situations sanitaires dans un autre, mais ces organismes internationaux ne peuvent qu'émettre des recommandations, ils n'ont aucun vrai moyen de rétorsion. L'OMC peut par contre imposer des mesures de rétorsion comme de lourdes sanctions financières. Pour des litiges entre états, l'OMC peut autoriser le pays qui a "gagné" devant son Organe de Règlement des Différends à augmenter les droits de douanes des produits en provenance du pays "condamné", jusqu'à ce que celui-ci change sa législation.
- Eh bé ! .... Mais les États ne vont pas se laisser faire ! Ils ne peuvent pas se dessaisir ainsi de leurs pouvoirs et nous livrer au bon plaisir des multinationales !
- Et bien si ! Obama, au contraire, veut accélérer la conclusion de cet accord et du TPP<sup>5</sup> ; et Hollande lui a dit récemment qu'il était pressé lui aussi, il craint « une accumulation de peurs, de menaces, de crispations ».
- Ah bon ! et de qui ?

---

<sup>4</sup> OIT (Organisation Internationale du Travail) et OMS (Organisation Mondiale de la Santé) sont, elles, des institutions spécialisées de l'ONU.

<sup>5</sup> Trans Pacific Partnership, l'équivalent du TAFTA pour 12 pays riverains du Pacifique

- De nous évidemment, de nous qui ne voulons pas voir s'évanouir notre état social, de nous qui ne voulons pas voir disparaître ce qui nous reste de services publics, qui ne voulons pas voir notre environnement massacré, par des foreurs d'Hexagon Gaz par exemple !!
- Alors là ! Je crois que finalement je vais voter aux européennes, pour des gens qui me diront qu'ils ne veulent pas de ce truc, de ce « partenariat » de dupes !
- Ok ! Ce serait bien d'ailleurs que les partis se positionnent clairement sur ce sujet. En tout cas, n'hésitez pas à parler de tout ça autour de vous, rappelez vous que l'ancêtre du TAFTA, l'AMI<sup>6</sup>, a été abandonné grâce en particulier à une importante mobilisation citoyenne. Et moi, j'aime bien cette phrase de Susan George : « L'AMI est comme Dracula : il meurt à être exposé en plein jour ». Qu'il en soit ainsi pour le TAFTA !

Jean-Claude Brenot, Floirac le 15 avril 2014

---

<sup>6</sup> Accord Multilatéral d'Investissement, accord négocié en gros entre les mêmes entre 1995 et 1997, et mis aux oubliettes grâce à Lionel Jospin en 1998.